Faire face à la crise de l'eau

Dossier de rédaction de H2o
July 2013

Le 12 février 2013, le journaliste Tao Haijun, via Weibo, a appelé l'ensemble de la population à prendre des clichés, au moyen d'un téléphone portable ou d'un appareil photo, d'exemples de pollution de l'eau observés dans leur vie quotidienne. Il a ensuite lancé le mouvement d'intérêt public "Sauvegarder les rivières", publiant sur le site de microblogging les photos envoyées par les participants. Un mois après le coup d'envoi, il avait déjà reçu d'une centaine d'internautes plus de 500 photos mettant en évidence la pollution de l'eau dans divers endroits du pays. Le nombre de zones et de rivières concernées dépassaient largement les prévisions de Tao Haijun. "La pollution est si grave dans certains lieux que la seule vue de la situation est criante de vérité. Pas besoin d'enquête", avait-il déclaré. "Par la collection des clichés, nous constatons que les rivières dispersées aux quatre coins du pays sont toutes en train de pleurer : celles du Guangdong, du Guangxi, du Yunnan, du Henan, du Hubei, du Hunan, de Chongqing, du Fujian, du Shandong, de Tianjin, du Shanxi et de la Mongolie intérieure. En ce qui concerne les sept systèmes fluviaux, une bonne partie des réserves en eau potable ont été victimes de pollutions différents degrés. Les dégâts subis par les rivières traversant les villes sont encore plus inquiétants."

Une question incontournable

- Selon des statistiques, 2 millions de nouveaux cas de cancer sont diagnostiqués chaque année en Chine, provoquant la mort de 1,4 millions de personnes. Le cancer est aussi responsable d'un décès sur cinq dans le pays. Les tumeurs malignes, avant même les maladies cardiovasculaires, sont devenues la première cause de mortalité dans la plupart des grandes villes du pays, à dessein d'étudier le rapport entre la pollution hydrique et le développement des cancers, l'enquête sur la corrélation entre la pollution de l'eau et les tumeurs dans le bassin de la rivière Huaihe, menée par le professeur Yang Gonghuan du Peking Union Medical College, a officiellement été initiée en juillet 2005. Les médias chinois et étrangers font fréquemment le procès du bassin de la rivière Huaihe, à cause de l'émergence perpétuelle de "villages du cancer". Pendant sept ans, Yang Gonghuan a rassemblé les chiffres concernant la pollution de l'eau du bassin, ainsi que les cas de cancer survenus depuis 1973. Il en résulte que la forte incidence des cancers se concentre autour de points situés près des sources d'eau polluées, ce qui tendrait à prouver le lien de causalité entre les deux phénomènes. "Le terme de pollution mentionné ci-dessus regroupe non seulement celle découlant des industries, mais aussi celle liée à l'agriculture et à la vie quotidienne. L'apparition des cancers n'est pas le résultat d'un seul facteur. Au-delà de l'impact des produits chimiques industriels, d'autres éléments entreraient en jeu, et les effets conjoints des divers facteurs suivent parfois la formule $1+1>2$ ", indique le professeur.

Si l'état des eaux de surface est alarmant, la situation des eaux souterraines l'est d'autant plus.

Selon le "Communiqué sur le territoire et les ressources de la Chine de l'année 2012" publié le 20 avril par le ministre chinois du Territoire et des Ressources, qui recense 4 929 points de surveillance répartis dans les régions administratives de 198 provinces, près de 60 % des eaux souterraines sont considérées comme "mauvaises", et 16,8 % sont jugées "extrêmement mauvaises". Les eaux souterraines comptent pour 20 % de la consommation totale d'eau en Chine ; au Nord, principalement à Beijing et au Hebei, les nappes phréatiques représentent plus de 50 % de la totalité de l'eau utilisée pour la production industrielle, l'agriculture et la

consommation domestique. "Le degré de gravité s'avère dont pâtissent les eaux souterraines, hors de la vue des gens ordinaires, est longtemps resté ignoré. Pourtant, leur renouvellement est en réalité bien plus difficile que celui des eaux de surface. La pollution est quasi-irréversible, surtout pour les eaux souterraines profondes", précise Ma Jun, directeur de l'Institut des affaires publiques et environnementales. Par le passé, on estimait que nécessairement, le développement économique se ferait au détriment de l'environnement. Le rapport entre l'essor économique et la disponibilité en eau est entré dans un cercle vicieux aujourd'hui : la pénurie d'eau freine la croissance économique de la Chine, tout comme les coûts sanitaires induits par la pollution hydrique. La crise de l'eau est devenue un problème incontournable en Chine.

Diverses parties en action

- Le gouvernement chinois s'est progressivement rendu compte de la gravité du sujet. En juillet 2007, en vue de promouvoir le "crédit vert", le ministère de la Protection de l'environnement, la Banque populaire de Chine et la Commission de régulation bancaire de Chine ont publié conjointement la "Proposition sur le renforcement des politiques et des règlements environnementaux et sur la sécurité des crédits financiers". Depuis, des institutions financières ont manifestement appuyé leur soutien aux prêts destinés aux projets environnementaux, tels que ceux ayant trait au traitement des eaux usées et à l'utilisation générale des ressources. Le nombre de crédits pour le financement de projets écologiques, couvrant entre autres l'économie d'énergie, la réduction des émissions et la mise à niveau technologique, a considérablement augmenté, tandis que les crédits accordés aux industries polluantes et gourmandes en énergie ont accusé une baisse continue. En janvier 2012, le Conseil des affaires d'État a publié la "Proposition sur la mise en œuvre d'un système strict de gouvernance des ressources en eau" et le 2 janvier 2013, le Bureau général du Conseil des affaires d'État a présenté les méthodes d'évaluation de l'application du système. Trois éléments doivent être pris en compte pour juger si les gouvernements respectent bien les normes : la quantité totale d'eau utilisée par chacune des provinces, l'utilisation appropriée de l'eau et la qualité des ressources hydriques provenant des rivières et lacs importants. Un mois plus tard, le ministère chinois de la Protection de l'environnement a communiqué le XIIe plan quinquennal pour la prévention et le contrôle des risques environnementaux liés aux produits chimiques. On peut lire dans ce texte : "La prévention et la surveillance de la pollution causée par les produits chimiques en Chine sont assez sérieuses. Au cours du XIIe plan quinquennal, il faudra ajuster la répartition des points de vérification, perfectionner la gouvernance, contrôler les émissions de polluants et développer les capacités de supervision. Il faudra appeler à la construction d'un système de prévention et de contrôle des risques environnementaux qui soit effectif tout au long du processus de fabrication des composés chimiques. Il faudra réduire le nombre de cas d'urgence environnementale."

Un autre phénomène méritoire d'être souligné : des organisations environnementales publiques et privées jouent aussi un rôle d'inspecteur, devenant une force importante pour exhorter les sociétés hors-la-loi à suspendre leurs rejets illicites. Selon Ma Jun, ancien journaliste investigateur et auteur du livre La crise de l'eau en Chine, la Chine ne manque pas de technologies ni de capitaux pour freiner la pollution de l'eau, mais de motivation. Les sanctions juridiques s'élevant à des montants minuscules du fait de l'application laxiste des

lois, les entreprises préfèrent payer une amende plutôt que de rectifier leur pollution excessive. Dans ces circonstances, Ma Jun a décidé de faire connaître la situation au public, de sorte que l'opinion publique exerce une pression sur les sociétés et les pousse à opérer des changements et à assumer leur responsabilité sociale. Après avoir fondé en 2006 l'Institut des affaires publiques et environnementales, Ma Jun s'est mis à répertorier sur une carte électronique les données environnementales publiées à divers endroits par les gouvernements. Aujourd'hui, en prenant connaissance de la Carte sur la pollution de l'eau en Chine en ligne, les résidents de nombreuses villes peuvent avoir un aperçu de l'état de l'eau dans leur propre localité et même découvrir l'origine de la pollution hydrique. Cette carte, dont les informations dévoilent au grand jour les actes illégaux des sociétés, ont eu de grandes répercussions sociales. Le public a commencé à dénoncer activement les cas d'émissions illicites. Les institutions environnementales se sont mises à examiner avec une grande attention les sociétés problématiques. Ma Jun a également reçu dans son bureau de nombreux dirigeants d'entreprises. Plus de 870 sociétés, chinoises comme internationales, ont actuellement fourni des explications sur leurs agissements et changé leur mode opératoire pour régler les problèmes. La société américaine Apple, qui avait d'abord gardé le silence face à ces accusations, a ensuite appelé ses fournisseurs à changer leurs pratiques.

Monsieur Ma Jun a depuis établi l'Alliance verte, qui regroupe 47 organisations environnementales chinoises et étrangères. Ces organismes sont chacun spécialisés dans différents domaines : étude de la pollution, formation écologique à destination des entreprises, relations médiatiques, recherches pour une protection environnementale efficace. Cependant, elles manifestent le souhait commun de construire une plateforme neutre mettant en lien sociétés et population. Par le biais de la cartographie numérique et de la supervision de leurs versements dans les rivières, elles tiennent également à guider les entreprises vers les industries vertes pour qu'elles fassent des choix écologiques lors de la recherche de fournisseurs, d'investisseurs et de partenaires. En avril 2012, Ma Jun a été l'un des six lauréats internationaux du prix Goldman pour l'environnement.

La route est encore longue - 120 000 exemples de pollutions enregistrées sur la Carte sur la pollution de l'eau n'ont pas été commentés par leurs auteurs. Ma Jun le reconnaît, bien que quelques cas particuliers aient été résolus, la qualité globale de l'environnement n'a pas été améliorée de manière significative, et le point d'inflexion est loin d'être atteint.

L'Institut des affaires publiques et environnementales, Friends of Nature et les Cols verts de Tianjin ont récemment déposé une demande auprès des autorités en charge de la protection de l'environnement à Beijing, Tianjin et au Hebei, dans l'espoir d'obtenir l'autorisation de publier sur Internet en temps réel les données résultant de la supervision des principales entreprises polluantes. Le Bureau de protection de l'environnement de la municipalité de Beijing est celui qui a répondu le plus promptement, entendant forcer les entreprises à publier d'ici la fin de l'année les résultats de cette vérification. Un obstacle subsiste : en Chine, ni les ONG ni les individus n'ont la faculté d'entamer des poursuites judiciaires en matière de pollution environnementale. De surcroît, dans ce domaine, il est difficile de constituer un dossier, comme de procéder à des enquêtes et expertises.

Abritant 20 % de la population mondiale mais seulement 7 % des ressources d'eau douce de la planète, la Chine est l'un des pays les plus pauvres au monde en termes de ressources hydriques. Malheureusement, les réserves limitées sont aujourd'hui menacées par le rejet de polluants.

Li Yuan - French.china.org.cn 03-07-2013

Article intégral

À